

N° DP 24/27

DECISION DU PRESIDENT

DESIGNATION DU CABINET D'AVOCATS VEDESI POUR ASSISTER ET REPRESENTER LA METROPOLE TPM ET SES AGENTS DANS LA PROCEDURE CONTRE LE SITE "LE GABIAN DECHAÎNÉ" - MODIFICATION DE LA DP N°23/1207 DU 15/12/2023

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la décision Président n°23/1207 du 15/12/2023 relative à la désignation du cabinet VEDESI dans la procédure menée à l'encontre de l'auteur de la publication,

CONSIDERANT qu'à la suite d'une publication diffamante portant atteinte à l'image de la Métropole en date du 6 Octobre 2023 sur le site « Le Gabian déchaîné » suivie de sa diffusion sur les réseaux sociaux, il est apparu nécessaire de désigner le cabinet VEDESI pour déposer plainte au nom de la Métropole et la représenter dans la procédure menée à l'encontre de l'auteur de la publication,

CONSIDERANT que 4 des agents visés et diffamés par cet article ont demandé et obtenu le bénéfice de la protection fonctionnelle de la collectivité,

CONSIDERANT que pour assurer la défense de leurs intérêts et pour une gestion efficiente de ce dossier, le cabinet VEDESI mènera également la procédure à l'encontre de l'auteur de la publication au bénéfice des 4 agents,

CONSIDERANT qu'il convient par conséquent de modifier la décision initiale en élargissant le mandat donné au cabinet VEDESI afin de prendre en compte son intervention au bénéfice de ces derniers,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE DIRE que la DP n°23/1207 du 15/12/2023 est modifiée par la présente.

ARTICLE 2

DE DESIGNER le cabinet d'avocats VEDESI dans la procédure menée à l'encontre de l'auteur de la publication pour le compte de la Métropole et de ses 4 agents au titre de la protection fonctionnelle dont ils bénéficient.

ARTICLE 3

DE SIGNER les conventions d'honoraires correspondantes établies au titre de la protection fonctionnelle des 4 agents.

ARTICLE 4

DE REGLER l'ensemble des honoraires relatifs à cette procédure au cabinet d'avocat VEDESI qui est autorisé par la présente à effectuer toute avance de frais et en particulier toute consignation au bénéfice de la collectivité et des agents.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2024, article 62268, opération 23.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **12 JAN. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



1905 MAY 5

www.vedesi.fr

Philippe Schmidt

Maître de conférences

Henri-Pierre Vergnon

Arnaud Pélissier

Docteur en Droit Public

Louis-Pierre Eard-Aminthas

William Tissot

Sylvie Sisino

Spécialisée en Droit Public

Astrid Allala

Johana Jounier

Fanny Marsaut

Barreau de Lyon

Tél : 04 78 61 24 80

Fax : 04 78 61 35 70

cabinet@vedesi.fr

28 rue d'Enghien

69002 Lyon

Laure Thierry

Barreau des Hauts-de-Seine

Tél : 04 78 61 24 80

Fax : 04 78 61 35 70

cabinet@vedesi.fr

112 rue de Courbevoie

92000 Nanterre

Caroline Alvarez

Nadine Zenou

Docteur en Droit Public

Barreau de Montpellier

Tél : 04 67 81 12 03

Fax : 09 72 35 52 27

caroline.alvarez@vedesi.fr

1280, avenue des Platanes

34970 Lattes

CONVENTION D'HONORAIRES

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Maître Henri Pierre VERNON, S.C.P. SCHMIDT-VERGNON-PÉLISSIER-THIERRY-EARD-AMINTHAS & TISSOT, Avocat au Barreau de Lyon (toque 233), demeurant 28, rue d'Enghien à 69002 LYON, téléphone : 04 78 61 24 80, fax : 04 78 61 35 70, courriel : cabinet@vedesi.fr, numéro de TVA intracommunautaire : FR76 425 025 665,

Ci-après désigné « *L'Avocat* »,

ET :

Métropole Toulon Provence Méditerranée, sise 107 boulevard Henri Fabre - CS 30536, 83041 TOULON CEDEX 9 représentée par son Président en exercice,

Ci-après désigné « *Le Client* »,

ET :

Madame Laetitia LAGRIPPE, née le 31/07/1974 à SAINT QUENTIN (AISNE), de nationalité française, demeurant 30 allée Marie des Lions – Résidence Cote Centre – Appartement 123 à 83400 HYERES,

Ci-après désigné « *Le Bénéficiaire* »,

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

1 – PRESTATIONS DE L'AVOCAT

1.1 - PRÉAMBULE

Par courrier en date du 10 octobre 2023, Madame Laetitia LAGRIPPE, Directrice Proximité – Antenne de HYERES à la Métropole TPM, a demandé à Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée de lui accorder une protection fonctionnelle pour une action contentieuse pénale à l'encontre du directeur de la publication en date du 6/10/2023 paru tant sur le site « Gabian déchainé » que sur la page Facebook de ce dernier se dénommant « *Service déchets-Propreté : tous vacciné contre LAGRIPPE* » pour des faits diffamatoires et/ou injurieux.

Le bénéfice de la protection fonctionnelle est alors accordé à Madame Laetitia LAGRIPPE par la Métropole TPM par courrier lettre recommandée avec demande d'avis de réception N°1A 204 149 9164 0 en date du 31 octobre 2023, pour se défendre en raison de l'atteinte à son image personnelle et professionnelle découlant des faits diffamatoires et injurieux portés par « Le Gabian Déchainé » dans son article du 6 octobre 2023.

Nature de la procédure	Assistance suite à étude des documents : - Assistance en vue du dépôt d'une plainte contre personne dénommée entre les mains du Doyen des Juges d'instruction du Tribunal Judiciaire de TOULON pour diffamation et injures publiques ;
Juridiction	Tribunal Judiciaire de TOULON

L'Avocat est chargé de conseiller et d'assurer la défense des intérêts du bénéficiaire, dans le cadre de la mise en place de toute action en justice contre Monsieur IGNACE Reynold, pris en sa qualité de Directeur de publication du site « le Gabian déchainée », devant les juridictions judiciaires afin d'obtenir sa condamnation pour diffamations et injures publiques.

Exécution de la mission :

- Analyse des éléments du dossier, des diverses plaintes,
- Recherches
- Rédaction d'une plainte avec constitution de partie civile contre personne dénommée entre les mains du Doyen des JI du Tribunal Judiciaire de TOULON + suivi du dossier jusqu'à l'obtention d'une décision, qu'il s'agisse d'une ordonnance de non lieu ou d'un jugement par le Tribunal Correctionnel de TOULON en cas d'ORTC
- Rendez-vous
- Échanges de correspondances, mails ou télécopies
- Assistance et représentation aux audiences (hors frais de déplacements)
- Conclusions de partie civile devant le Tribunal Judiciaire de TOULON
- Déclarations d'appel au besoin si nécessaire.

1.1.1 - Aide juridictionnelle

L'Avocat a informé le Client du mécanisme de l'aide juridictionnelle qui permet la prise en charge des honoraires de l'avocat par l'État, totalement ou partiellement et suivant un barème préétabli, lorsqu'il accepte d'intervenir au bénéfice d'un client dont les ressources sont inférieures à un plafond fixé par l'administration.

Le Client déclare que ses ressources et/ou son patrimoine ne le rend pas éligible au mécanisme de l'aide juridictionnelle.

1.1.2 – Assurance protection juridique

Le Client déclare avoir été informé de la possibilité que son contrat d'assurance personnelle comporte une assurance de protection juridique permettant la prise en charge partielle des honoraires de l'Avocat suivant le barème établi par la compagnie d'assurances.

Le Client déclare faire son affaire de la mise en œuvre éventuelle de son assurance de protection juridique et du remboursement par sa compagnie d'assurances de la partie des honoraires de l'Avocat correspondant au barème de la compagnie.

Le Client reconnaît qu'en aucune manière le barème établi par la compagnie d'assurances ne pourra se substituer au montant des honoraires fixé par la présente convention et du fait que la mise en œuvre de cette garantie dans le cadre de ses relations avec sa compagnie d'assurances ne peut en aucune manière limiter sa liberté de choisir son avocat.

1.2 – MISSION DE L'AVOCAT

L'Avocat est chargé de conseiller et d'assurer la défense des intérêts de Madame Laetitia LAGRIPPE dans le cadre d'une procédure contentieuse pénale à l'encontre de Monsieur IGNACE Reynold, pris en sa qualité de Directeur de publication du site « Le Gabian Déchainé » pour des propos constitutifs de diffamatoires et injurieux contenus dans l'article paru tout à la fois sur le site du « Gabian déchainé », mais aussi sur la page Facebook dudit site se dénommant « *Service déchets-Propreté : tous vacciné contre LAGRIPPE* ».

L'Avocat s'engage à mettre en œuvre toutes diligences utiles à la réalisation de la mission confiée et à informer régulièrement le Client et le bénéficiaire de la réalisation de ses diligences.

En cas d'urgence ou de nécessité, l'Avocat pourra se faire substituer à l'audience par un confrère de son choix.

2 - HONORAIRES DE L'AVOCAT

Les parties sont convenues de fixer le montant des honoraires de l'Avocat par référence au temps que ce dernier aura passé pour le traitement de la mission qui lui a été confiée au terme de l'article 1.2.

Le taux horaire est fixé à au tarif horaire de 150.00 € H.T. (cent cinquante euros hors taxes), soit 180.00 € T.T.C. (cent quatre vingt euros toutes taxes comprises), pour les interventions de l'Avocat.

L'avocat propose de facturer en premier lieu : l'analyse des éléments du dossier, des diverses plaintes, les recherches jurisprudentielles et doctrinales, et la rédaction d'une plainte contre personne dénommée pour le compte de Madame LAGRIPPE, sur une base de 12 heures de diligences au tarif horaire de 150 € HT (cent cinquante euros hors taxe), soit 1 800,00 € HT (mille huit cents euros hors taxe) avec TVA à 20 %, soit 2 160,00 € TTC (deux mille cent soixante euros toutes taxes comprises), hors débours, dépens et autres frais (déplacement ou autre).

Les diligences non couvertes par la Mission décrite en premier lieu donneront lieu à des honoraires complémentaires calculés par référence au temps passé au taux horaire habituel du cabinet, soit 150 € HT (cent cinquante euros HT)

Le suivi et l'accompagnement de Madame LAGRIPPE devant le Tribunal Correctionnel de TOULON en cas d'ORTC feront l'objet d'une facturation distincte par renvoi aux conditions financières arrêtées dans le cadre de la présente convention.

3 – FRAIS ET DÉBOURS – DÉPLACEMENTS

Outre le règlement des honoraires, les frais, débours et dépens payés à des tiers pour l'intérêt de la Mission sont réglés sans délais par le Client soit directement au tiers, soit par remboursement de l'avance effectuée par l'Avocat et sur présentation d'un justificatif.

Les déplacements en dehors de la ville où est situé le cabinet de l'Avocat nécessaires à la réalisation de la mission seront facturés aux frais réels sur présentation des justificatifs.

4 – TVA

La totalité des honoraires visés dans la présente convention, ainsi que les frais et honoraires de déplacement sont majorés de la TVA au taux en vigueur au jour d'émission de la facture.

5 – FACTURATION

Les honoraires seront facturés par provisions successives.

Une facture récapitulative sera établie à la fin de la mission de l'Avocat, faisant apparaître l'ensemble des provisions versées et des honoraires dus et des débours exposés.

Les pièces justificatives des débours sont jointes à la facture récapitulative.

Les factures feront apparaître, le cas échéant, les droits de plaidoirie et les éventuels droits d'ordre dus par l'Avocat à l'Ordre des avocats du Barreau de Lyon sur justificatifs.

Tout défaut de paiement à échéance entraînera de plein droit, sans mise en demeure préalable, la perception par l'Avocat d'un intérêt de retard journalier égal à trois fois le taux d'intérêt légal et d'une indemnité forfaitaire de 40 euros au titre des frais de recouvrement.

6 – VOIES DE RECOURS

Dans l'hypothèse où la décision obtenue ferait l'objet d'un recours, un avenant à la présente convention sera établi.

7 – DURÉE DE LA CONVENTION D'HONORAIRES

La présente convention d'honoraires est conclue pour la durée de la mission.

Le Client et le bénéficiaire restant toujours libre du choix de son conseil dans la défense de ses intérêts, il peut à tout moment dessaisir l'Avocat, mais s'engage dès lors à honorer sans délai les honoraires, frais, débours et dépens dus à l'Avocat pour les diligences effectuées avant son dessaisissement.

L'Avocat pourra mettre fin à la présente convention si le Client, ou le bénéficiaire, ne respecte pas ses engagements pris en vertu des présentes et à condition d'avoir prévenu ce dernier dans un délai de préavis raisonnable et après avoir tenté de résoudre amiablement le différend dans les conditions stipulées à l'article 8 ci-après.

8 - CONTESTATIONS

En cas de contestation relative à la validité, à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à chercher une solution amiable au litige les opposant.

À défaut de parvenir à un accord, le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de Lyon pourra être saisi à la requête de la partie la plus diligente.

9 – MÉDIATION

Le Client est informé de la possibilité qui lui est offerte par l'article L. 612-1 du code de la consommation, en cas de litige résultant de la présente convention, de saisir le médiateur de la consommation de la profession d'avocat.

Médiateur de la consommation de la profession d'avocat :

Madame Carole PASCAREL

Adresse : 180, boulevard Haussmann, 75008 Paris

Adresse électronique : mediateur-conso@mediateur-consommation-avocat.fr

Site Internet : <https://mediateur-consommation-avocat.fr>

Le Client est informé que la saisine du médiateur ne peut intervenir qu'après avoir tenté au préalable de résoudre le litige directement auprès de l'Avocat par une réclamation écrite.

10 – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Le cabinet met en œuvre des traitements de données à caractère personnel concernant ses clients. Ces traitements présentent les caractéristiques suivantes :

Finalité	Base légale	Catégories de données	Catégories de personnes	Durée
Prospection et animation	Intérêt légitime	Identité/État civil Coordonnées	Clients Prospects	3 ans
Gestion de la relation avec ses clients et prospects		Identité/État civil Coordonnées Vie personnelle/professionnelle	Clients Prospects	Durée la plus longue entre : durée de la relation contractuelle et durée ferme de 3 ans.
Organisation, inscription et invitation aux événements du cabinet.		Identité/État civil Coordonnées Vie personnelle/professionnelle	Clients Prospects Invités	3 ans
Production, la gestion, le suivi des dossiers de ses clients	Exécution de mesures précontractuelles ou du contrat	Identité/État civil Vie personnelle et/ou professionnelle Informations d'ordre économique et financier	Clients	Durée de la relation contractuelle augmentée des délais de prescription.
Facturation		Identité/État civil Informations d'ordre économique et financier	Clients	10 ans à compter de la date de clôture de l'exercice comptable au cours duquel la facture a été émise.
Recouvrement		Identité/État civil Informations d'ordre économique et financier	Clients	Jusqu'à complet paiement des honoraires.
Prévention du blanchiment et du financement du terrorisme et la lutte contre la corruption	Respect d'obligations légales et réglementaires	Identité/État civil, Vie personnelle et/ou professionnelle Informations d'ordre économique et financier	Clients	5 ans après la fin des relations contractuelles avec le cabinet.
Comptabilité		Identité/État civil, Informations d'ordre économique et financier	Clients	10 ans à compter de la clôture de l'exercice comptable.

En fonction des finalités prévues ci-avant, les catégories de données conservées pourront légèrement différer, ces dernières étant essentiellement liées à la nature de la mission confiée. Ces informations sont nécessaires à la poursuite des finalités identifiées ci-dessus.

Dans l'hypothèse où la mission objet de la présente le requiert, des données sensibles au sens de la réglementation applicable peuvent être traitées notamment lorsqu'elles sont nécessaires :

- à la constatation, à l'exercice ou à la défense d'un droit en justice ;
- ou aux fins de l'exécution des obligations et de l'exercice des droits propres au responsable du traitement ou à la personne concernée en matière de droit du travail, de la sécurité sociale et de la protection sociale.

Les données traitées sont destinées aux personnes habilitées du cabinet, ainsi qu'à ses prestataires.

Dans les conditions définies par les dispositions en vigueur, les personnes physiques disposent d'un droit d'accès aux données les concernant, de rectification, de limitation, de portabilité, d'effacement.

Les personnes concernées par les traitements mis en œuvre disposent également d'un droit de s'opposer à tout moment, pour des raisons tenant à leur situation particulière, à un traitement des données à caractère personnel ayant comme base juridique l'intérêt légitime du cabinet, ainsi que d'un droit d'opposition à la prospection commerciale.

Elles disposent également du droit de définir des directives générales et particulières définissant la manière dont elles entendent que soient exercés, après leur décès, les droits mentionnés ci-dessus par courrier électronique à l'adresse suivante : cabinet@vedesi.fr ou par courrier postal à l'adresse suivante : Cabinet VEDESI, 28 rue d'Enghien à 69002 LYON, accompagné d'une copie d'un titre d'identité signé.

Les personnes concernées disposent du droit d'introduire une réclamation auprès de la Cnil.

11 - RESPONSABILITÉ CIVILE PROFESSIONNELLE

La mission est réalisée dans le cadre d'une obligation de moyens, au vu de l'état du droit en vigueur au jour où l'Avocat rend ses travaux.

En sa qualité d'Avocat inscrit au Barreau de Lyon, l'Avocat bénéficie d'une assurance de Responsabilité Civile Professionnelle n° 112 024 973 souscrite par le Barreau de Lyon, couvrant les dommages à hauteur 8 000 000 € par assuré, dont 4 000 000 € par sinistre complété par 4 000 000 € par année d'assurance.

Le Client et/ou le bénéficiaire ne pourront prétendre à aucune indemnisation pour des dommages indirects invoqués au titre des présentes, que l'éventualité de tels dommages ait été envisagée ou non.


Fait à LYON, le 10.01.2024

En trois exemplaires originaux,

Madame Laetitia LAGRIPPE
(avec la mention « lu et approuvé »)

Lu et approuvé


Monsieur le Président
Métropole TPM

Maître Henri Pierre VERGNON


www.vedesi.fr

Philippe Schmidt
Maître de conférences
Henri-Pierre Vergnon
Arnaud Pélissier
Docteur en Droit Public
Louis-Pierre Eard-Aminthas
William Tissot
Sylvie Sisino
Spécialisée en Droit Public
Astrid Allala
Johana Jounier
Fanny Marsaut
Barreau de Lyon
Tél : 04 78 61 24 80
Fax : 04 78 61 35 70
cabinet@vedesi.fr
28 rue d'Enghien
69002 Lyon

Laure Thierry
Barreau des Hauts-de-Seine
Tél : 04 78 61 24 80
Fax : 04 78 61 35 70
cabinet@vedesi.fr
112 rue de Courbevoie
92000 Nanterre

Caroline Alvarez
Nadine Zenou
Docteur en Droit Public
Barreau de Montpellier
Tél : 04 67 81 12 03
Fax : 09 72 35 52 27
caroline.alvarez@vedesi.fr
1280, avenue des Platanes
34970 Lattes

CONVENTION D'HONORAIRES

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Maître Henri Piere VERNON, S.C.P. SCHMIDT-VERGNON-PÉLISSIER-THIERRY-EARD-AMINTHAS & TISSOT, Avocat au Barreau de Lyon (toque 233), demeurant 28, rue d'Enghien à 69002 LYON, téléphone : 04 78 61 24 80, fax : 04 78 61 35 70, courriel : cabinet@vedesi.fr, numéro de TVA intracommunautaire : FR76 425 025 665,

Ci-après désigné « *L'Avocat* »,

ET :

Métropole Toulon Provence Méditerranée, sise 107 boulevard Henri Fabre - CS 30536, 83041 TOULON CEDEX 9 représentée par son Président en exercice,

Ci-après désigné « *Le Client* »,

ET :

Monsieur Jacques BRUNO, né le 18/02/1978 à HYERES (VAR), de nationalité française, demeurant 182 chemin de Sorba à 83270 SAINT CYR SUR MER,

Ci-après désigné « *Le Bénéficiaire* »,

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

1 – PRESTATIONS DE L'AVOCAT

1.1 - PRÉAMBULE

Par courrier en date du 10 octobre 2023, Monsieur Jacques BRUNO, Directeur Antenne de HYERES à la Métropole TPM, a demandé à Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée de lui accorder une protection fonctionnelle pour une action contentieuse pénale à l'encontre du directeur de la publication en date du 6/10/2023 paru tant sur le site « Gabian déchainé » que sur la page Facebook de ce dernier se dénommant « *Service déchets-Propreté : tous vaccinés contre LAGRIPE* » pour des faits diffamatoires et/ou injurieux.

Le bénéfice de la protection fonctionnelle est alors accordé à Monsieur Jacques BRUNO par la Métropole TPM par courrier lettre recommandée avec demande d'avis de réception N°1A 204 149 9173 2 en date du 7 novembre 2023, pour se défendre en raison de l'atteinte à son image personnelle et professionnelle découlant des faits diffamatoires et injurieux portés par « Le Gabian Déchainé » dans son article du 6 octobre 2023.

Nature de la procédure	Assistance suite à étude des documents ; - Assistance en vue du dépôt d'une plainte contre personne dénommée entre les mains du Doyen des Juges d'instruction du Tribunal Judiciaire de TOULON pour diffamation et injures publiques ;
Juridiction	Tribunal Judiciaire de TOULON

L'Avocat est chargé de conseiller et d'assurer la défense des intérêts du bénéficiaire, dans le cadre de la mise en place de toute action en justice contre Monsieur IGNACE Reynold, pris en sa qualité de Directeur de publication du site « le Gabian déchainée », devant les juridictions judiciaires afin d'obtenir sa condamnation pour diffamations et injures publiques.

Exécution de la mission :

- Analyse des éléments du dossier, des diverses plaintes,
- Recherches
- Rédaction d'une plainte avec constitution de partie civile contre personne dénommée entre les mains du Doyen des JI du Tribunal Judiciaire de TOULON + suivi du dossier jusqu'à l'obtention d'une décision, qu'il s'agisse d'une ordonnance de non lieu ou d'un jugement par le Tribunal Correctionnel de TOULON en cas d'ORTC
- Rendez-vous
- Échanges de correspondances, mails ou télécopies
- Assistance et représentation aux audiences (hors frais de déplacements)
- Conclusions de partie civile devant le Tribunal Judiciaire de TOULON
- Déclarations d'appel au besoin si nécessaire.

1.1.1 - Aide juridictionnelle

L'Avocat a informé le Client du mécanisme de l'aide juridictionnelle qui permet la prise en charge des honoraires de l'avocat par l'État, totalement ou partiellement et suivant un barème préétabli, lorsqu'il accepte d'intervenir au bénéfice d'un client dont les ressources sont inférieures à un plafond fixé par l'administration.

Le Client déclare que ses ressources et/ou son patrimoine ne le rend pas éligible au mécanisme de l'aide juridictionnelle.

1.1.2 – Assurance protection juridique

Le Client déclare avoir été informé de la possibilité que son contrat d'assurance personnelle comporte une assurance de protection juridique permettant la prise en charge partielle des honoraires de l'Avocat suivant le barème établi par la compagnie d'assurances.

Le Client déclare faire son affaire de la mise en œuvre éventuelle de son assurance de protection juridique et du remboursement par sa compagnie d'assurances de la partie des honoraires de l'Avocat correspondant au barème de la compagnie.

Le Client reconnaît qu'en aucune manière le barème établi par la compagnie d'assurances ne pourra se substituer au montant des honoraires fixé par la présente convention et du fait que la mise en œuvre de cette garantie dans le cadre de ses relations avec sa compagnie d'assurances ne peut en aucune manière limiter sa liberté de choisir son avocat.

1.2 – MISSION DE L'AVOCAT

L'Avocat est chargé de conseiller et d'assurer la défense des intérêts de Monsieur Jacques BRUNO dans le cadre d'une procédure contentieuse pénale à l'encontre de Monsieur IGNACE Reynold, pris en sa qualité de Directeur de publication du site « Le Gabian Déchainé » pour des propos constitutifs de diffamatoires et injurieux contenus dans l'article paru tout à la fois sur le site du « Gabian déchainé », mais aussi sur la page Facebook dudit site se dénommant « *Service déchets-Propreté : tous vacciné contre LAGRIPPE* ».

L'Avocat s'engage à mettre en œuvre toutes diligences utiles à la réalisation de la mission confiée et à informer régulièrement le Client et le bénéficiaire de la réalisation de ses diligences.

En cas d'urgence ou de nécessité, l'Avocat pourra se faire substituer à l'audience par un confrère de son choix.

2 - HONORAIRES DE L'AVOCAT

Les parties sont convenues de fixer le montant des honoraires de l'Avocat par référence au temps que ce dernier aura passé pour le traitement de la mission qui lui a été confiée au terme de l'article 1.2.

Le taux horaire est fixé à au tarif horaire de 150.00 € H.T. (cent cinquante euros hors taxes), soit 180.00 € T.T.C. (cent quatre vingt euros toutes taxes comprises), pour les interventions de l'Avocat.

L'avocat propose de facturer en premier lieu : l'analyse des éléments du dossier, des diverses plaintes, les recherches jurisprudentielles et doctrinales, et la rédaction d'une plainte contre personne dénommée pour le compte de Monsieur Jacques BRUNO, sur une base de 12 heures de diligences au tarif horaire de 150 € HT (cent cinquante euros hors taxe), soit 1 800,00 € HT (mille huit cents euros hors taxe) avec TVA à 20 %, soit 2 160,00 € TTC (deux mille cent soixante euros toutes taxes comprises), hors débours, dépens et autres frais (déplacement ou autre).

Les diligences non couvertes par la Mission décrite en premier lieu donneront lieu à des honoraires complémentaires calculés par référence au temps passé au taux horaire habituel du cabinet, soit 150 € HT (cent cinquante euros HT)

Le suivi et l'accompagnement de Monsieur BRUNO devant le Tribunal Correctionnel de TOULON en cas d'ORTC feront l'objet d'une facturation distincte par renvoi aux conditions financières arrêtées dans le cadre de la présente convention.

3 - FRAIS ET DÉBOURS - DÉPLACEMENTS

Outre le règlement des honoraires, les frais, débours et dépens payés à des tiers pour l'intérêt de la Mission sont réglés sans délais par le Client soit directement au tiers, soit par remboursement de l'avance effectuée par l'Avocat et sur présentation d'un justificatif.

Les déplacements en dehors de la ville où est situé le cabinet de l'Avocat nécessaires à la réalisation de la mission seront facturés aux frais réels sur présentation des justificatifs.

4 - TVA

La totalité des honoraires visés dans la présente convention, ainsi que les frais et honoraires de déplacement sont majorés de la TVA au taux en vigueur au jour d'émission de la facture.

5 - FACTURATION

Les honoraires seront facturés par provisions successives.

Une facture récapitulative sera établie à la fin de la mission de l'Avocat, faisant apparaître l'ensemble des provisions versées et des honoraires dus et des débours exposés.

Les pièces justificatives des débours sont jointes à la facture récapitulative.

Les factures feront apparaître, le cas échéant, les droits de plaidoirie et les éventuels droits d'ordre dus par l'Avocat à l'Ordre des avocats du Barreau de Lyon sur justificatifs.

Tout défaut de paiement à échéance entraînera de plein droit, sans mise en demeure préalable, la perception par l'Avocat d'un intérêt de retard journalier égal à trois fois le taux d'intérêt légal et d'une indemnité forfaitaire de 40 euros au titre des frais de recouvrement.

6 - VOIES DE RECOURS

Dans l'hypothèse où la décision obtenue ferait l'objet d'un recours, un avenant à la présente convention sera établi.

7 - DURÉE DE LA CONVENTION D'HONORAIRES

La présente convention d'honoraires est conclue pour la durée de la mission.

Le Client et le bénéficiaire restant toujours libre du choix de son conseil dans la défense de ses intérêts, il peut à tout moment dessaisir l'Avocat, mais s'engage dès lors à honorer sans délai les honoraires, frais, débours et dépens dus à l'Avocat pour les diligences effectuées avant son dessaisissement.

L'Avocat pourra mettre fin à la présente convention si le Client, ou le bénéficiaire, ne respecte pas ses engagements pris en vertu des présentes et à condition d'avoir prévenu ce dernier dans un délai de préavis raisonnable et après avoir tenté de résoudre amiablement le différend dans les conditions stipulées à l'article 8 ci-après.

8 - CONTESTATIONS

En cas de contestation relative à la validité, à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à chercher une solution amiable au litige les opposant.

À défaut de parvenir à un accord, le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de Lyon pourra être saisi à la requête de la partie la plus diligente.

9 - MÉDIATION

Le Client est informé de la possibilité qui lui est offerte par l'article L. 612-1 du code de la consommation, en cas de litige résultant de la présente convention, de saisir le médiateur de la consommation de la profession d'avocat.

Médiateur de la consommation de la profession d'avocat :

Madame Carole PASCAREL

Adresse : 180, boulevard Haussmann, 75008 Paris

Adresse électronique : mediateur-conso@mediateur-consommation-avocat.fr

Site Internet : <https://mediateur-consommation-avocat.fr>

Le Client est informé que la saisine du médiateur ne peut intervenir qu'après avoir tenté au préalable de résoudre le litige directement auprès de l'Avocat par une réclamation écrite.

10 – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Le cabinet met en œuvre des traitements de données à caractère personnel concernant ses clients. Ces traitements présentent les caractéristiques suivantes :

Finalité	Base légale	Catégories de données	Catégories de personnes	Durée
Prospection et animation	Intérêt légitime	Identité/État civil Coordonnées	Clients Prospects	3 ans
Gestion de la relation avec ses clients et prospects		Identité/État civil Coordonnées Vie personnelle/professionnelle	Clients Prospects	Durée la plus longue entre : durée de la relation contractuelle et durée ferme de 3 ans.
Organisation, inscription et invitation aux événements du cabinet.		Identité/État civil Coordonnées Vie personnelle/professionnelle	Clients Prospects Invités	3 ans
Production, la gestion, le suivi des dossiers de ses clients	Exécution de mesures précontractuelles ou du contrat	Identité/État civil Vie personnelle et/ou professionnelle Informations d'ordre économique et financier	Clients	Durée de la relation contractuelle augmentée des délais de prescription.
Facturation		Identité/État civil Informations d'ordre économique et financier	Clients	10 ans à compter de la date de clôture de l'exercice comptable au cours duquel la facture a été émise.
Recouvrement		Identité/État civil Informations d'ordre économique et financier	Clients	Jusqu'à complet paiement des honoraires.
Prévention du blanchiment et du financement du terrorisme et la lutte contre la corruption	Respect d'obligations légales et réglementaires	Identité/État civil, Vie personnelle et/ou professionnelle Informations d'ordre économique et financier	Clients	5 ans après la fin des relations contractuelles avec le cabinet.
Comptabilité		Identité/État civil, Informations d'ordre économique et financier	Clients	10 ans à compter de la clôture de l'exercice comptable.

En fonction des finalités prévues ci-avant, les catégories de données conservées pourront légèrement différer, ces dernières étant essentiellement liées à la nature de la mission confiée. Ces informations sont nécessaires à la poursuite des finalités identifiées ci-dessus.

Dans l'hypothèse où la mission objet de la présente le requiert, des données sensibles au sens de la réglementation applicable peuvent être traitées notamment lorsqu'elles sont nécessaires :

- à la constatation, à l'exercice ou à la défense d'un droit en justice ;
- ou aux fins de l'exécution des obligations et de l'exercice des droits propres au responsable du traitement ou à la personne concernée en matière de droit du travail, de la sécurité sociale et de la protection sociale.

Les données traitées sont destinées aux personnes habilitées du cabinet, ainsi qu'à ses prestataires.

Dans les conditions définies par les dispositions en vigueur, les personnes physiques disposent d'un droit d'accès aux données les concernant, de rectification, de limitation, de portabilité, d'effacement.

Les personnes concernées par les traitements mis en œuvre disposent également d'un droit de s'opposer à tout moment, pour des raisons tenant à leur situation particulière, à un traitement des données à caractère personnel ayant comme base juridique l'intérêt légitime du cabinet, ainsi que d'un droit d'opposition à la prospection commerciale.

Elles disposent également du droit de définir des directives générales et particulières définissant la manière dont elles entendent que soient exercés, après leur décès, les droits mentionnés ci-dessus par courrier électronique à l'adresse suivante : cabinet@vedesi.fr ou par courrier postal à l'adresse suivante : Cabinet VEDESI, 28 rue d'Enghien à 69002 LYON, accompagné d'une copie d'un titre d'identité signé.

Les personnes concernées disposent du droit d'introduire une réclamation auprès de la Cnil.

11 - RESPONSABILITÉ CIVILE PROFESSIONNELLE

La mission est réalisée dans le cadre d'une obligation de moyens, au vu de l'état du droit en vigueur au jour où l'Avocat rend ses travaux.

En sa qualité d'Avocat inscrit au Barreau de Lyon, l'Avocat bénéficie d'une assurance de Responsabilité Civile Professionnelle n° 112 024 973 souscrite par le Barreau de Lyon, couvrant les dommages à hauteur 8 000 000 € par assuré, dont 4 000 000 € par sinistre complété par 4 000 000 € par année d'assurance.

Le Client et/ou le bénéficiaire ne pourront prétendre à aucune indemnisation pour des dommages indirects invoqués au titre des présentes, que l'éventualité de tels dommages ait été envisagée ou non.

Fait à LYON, le 10 janvier 2024.

En trois exemplaires originaux,

Monsieur Jacques BRUNO
(avec la mention « lu et approuvé »)

lu et approuvé



Monsieur le Président
Métropole TPM

Maître Henri Pierre VERGNON



www.vedesi.fr

Philippe Schmidt

Maitre de conférences

Henri-Pierre Vergnon

Arnaud Pélissier

Docteur en Droit Public

Louis-Pierre Eard-Aminthas

William Tissot

Sylvie Sisino

Spécialisée en Droit Public

Astrid Allala

Johana Jounier

Fanny Marsaut

Barreau de Lyon

Tél : 04 78 61 24 80

Fax : 04 78 61 35 70

cabinet@vedesi.fr

28 rue d'Enghien

69002 Lyon

Laure Thierry

Barreau des Hauts-de-Seine

Tél : 04 78 61 24 80

Fax : 04 78 61 35 70

cabinet@vedesi.fr

112 rue de Courbevoie

92000 Nanterre

Caroline Alvarez

Nadine Zenou

Docteur en Droit Public

Barreau de Montpellier

Tél : 04 67 81 12 03

Fax : 09 72 35 52 27

caroline.alvarez@vedesi.fr

1280, avenue des Platanes

34970 Lattes

CONVENTION D'HONORAIRES

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Maître Henri Piere VERNON, S.C.P. SCHMIDT-VERGNON-PÉLISSIER-THIERRY-EARD-AMINTHAS & TISSOT, Avocat au Barreau de Lyon (toque 233), demeurant 28, rue d'Enghien à 69002 LYON, téléphone : 04 78 61 24 80, fax : 04 78 61 35 70, courriel : cabinet@vedesi.fr, numéro de TVA intracommunautaire : FR76 425 025 665,

Ci-après désigné « *L'Avocat* »,

ET :

Métropole Toulon Provence Méditerranée, sise 107 boulevard Henri Fabre - CS 30536, 83041 TOULON CEDEX 9 représentée par son Président en exercice,

Ci-après désigné « *Le Client* »,

ET :

Monsieur Sébastien MONTAVON, né le 18/12/1980 à HYERES (VAR), de nationalité française, demeurant 668 chemin de l'Excelsior – Tour Excelsior – Appartement 16 à 83400 HYERES,

Ci-après désigné « *Le Bénéficiaire* »,

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

1 - PRESTATIONS DE L'AVOCAT

1.1 - PRÉAMBULE

Par courrier en date du 10 octobre 2023, Monsieur Sébastien MONTAVON, Chef d'équipe Nettoyement Mécanisé – Service propreté – Antenne de HYERES à la Métropole TPM, a demandé à Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée de lui accorder une protection fonctionnelle pour une action contentieuse pénale à l'encontre du directeur de la publication en date du 6/10/2023 paru tant sur le site « Gabian déchainé » que sur la page Facebook de ce dernier se dénommant « *Service déchets-Propreté : tous vacciné contre LAGRIPPE* » pour des faits diffamatoires et/ou injurieux.

Le bénéfice de la protection fonctionnelle est alors accordé à Monsieur Sébastien MONTAVON par la Métropole TPM par courrier lettre recommandée avec demande d'avis de réception N°1A 204 149 9165 7 en date du 31 octobre 2023, pour se défendre en raison de l'atteinte à son image personnelle et professionnelle découlant des faits diffamatoires et injurieux portés par « Le Gabian Déchainé » dans son article du 6 octobre 2023.

Nature de la procédure	Assistance suite à étude des documents : - Assistance en vue du dépôt d'une plainte contre personne dénommée entre les mains du Doyen des Juges d'instruction du Tribunal Judiciaire de TOULON pour diffamation et injures publiques ;
Juridiction	Tribunal Judiciaire de TOULON

L'Avocat est chargé de conseiller et d'assurer la défense des intérêts du bénéficiaire, dans le cadre de la mise en place de toute action en justice contre Monsieur IGNACE Reynold, pris en sa qualité de Directeur de publication du site « le Gabian déchainée », devant les juridictions judiciaires afin d'obtenir sa condamnation pour diffamations et injures publiques.

Exécution de la mission :

- Analyse des éléments du dossier, des diverses plaintes,
- Recherches
- Rédaction d'une plainte avec constitution de partie civile contre personne dénommée entre les mains du Doyen des JI du Tribunal Judiciaire de TOULON + suivi du dossier jusqu'à l'obtention d'une décision, qu'il s'agisse d'une ordonnance de non lieu ou d'un jugement par le Tribunal Correctionnel de TOULON en cas d'ORTC
- Rendez-vous
- Échanges de correspondances, mails ou télécopies
- Assistance et représentation aux audiences (hors frais de déplacements)
- Conclusions de partie civile devant le Tribunal Judiciaire de TOULON
- Déclarations d'appel au besoin si nécessaire.

1.1.1 – Aide juridictionnelle

L'Avocat a informé le Client du mécanisme de l'aide juridictionnelle qui permet la prise en charge des honoraires de l'avocat par l'État, totalement ou partiellement et suivant un barème préétabli, lorsqu'il accepte d'intervenir au bénéfice d'un client dont les ressources sont inférieures à un plafond fixé par l'administration.

Le Client déclare que ses ressources et/ou son patrimoine ne le rend pas éligible au mécanisme de l'aide juridictionnelle.

1.1.2 – Assurance protection juridique

Le Client déclare avoir été informé de la possibilité que son contrat d'assurance personnelle comporte une assurance de protection juridique permettant la prise en charge partielle des honoraires de l'Avocat suivant le barème établi par la compagnie d'assurances.

Le Client déclare faire son affaire de la mise en œuvre éventuelle de son assurance de protection juridique et du remboursement par sa compagnie d'assurances de la partie des honoraires de l'Avocat correspondant au barème de la compagnie.

Le Client reconnaît qu'en aucune manière le barème établi par la compagnie d'assurances ne pourra se substituer au montant des honoraires fixé par la présente convention et du fait que la mise en œuvre de cette garantie dans le cadre de ses relations avec sa compagnie d'assurances ne peut en aucune manière limiter sa liberté de choisir son avocat.

1.2 – MISSION DE L'AVOCAT

L'Avocat est chargé de conseiller et d'assurer la défense des intérêts de Monsieur Sébastien MONTAVON dans le cadre d'une procédure contentieuse pénale à l'encontre de Monsieur IGNACE Reynold, pris en sa qualité de Directeur de publication du site « Le Gabian Déchainé » pour des propos constitutifs de diffamatoires et injurieux contenus dans l'article paru tout à la fois sur le site du « Gabian déchainé », mais aussi sur la page Facebook dudit site se dénommant « *Service déchets-Propreté : tous vacciné contre LAGRIPPE* ».

L'Avocat s'engage à mettre en œuvre toutes diligences utiles à la réalisation de la mission confiée et à informer régulièrement le Client et le bénéficiaire de la réalisation de ses diligences.

En cas d'urgence ou de nécessité, l'Avocat pourra se faire substituer à l'audience par un confrère de son choix.

2 - HONORAIRES DE L'AVOCAT

Les parties sont convenues de fixer le montant des honoraires de l'Avocat par référence au temps que ce dernier aura passé pour le traitement de la mission qui lui a été confiée au terme de l'article 1.2.

Le taux horaire est fixé à au tarif horaire de 150.00 € H.T. (cent cinquante euros hors taxes), soit 180.00 € T.T.C. (cent quatre vingt euros toutes taxes comprises), pour les interventions de l'Avocat.

L'avocat propose de facturer en premier lieu : l'analyse des éléments du dossier, des diverses plaintes, les recherches jurisprudentielles et doctrinales, et la rédaction d'une plainte contre personne dénommée pour le compte de Monsieur Sébastien MONTAVON, sur une base de 12 heures de diligences au tarif horaire de 150 € HT (cent cinquante euros hors taxe), soit 1 800,00 € HT (mille huit cents euros hors taxe) avec TVA à 20 %, soit 2 160,00 € TTC (deux mille cent soixante euros toutes taxes comprises), hors débours, dépens et autres frais (déplacement ou autre).

Les diligences non couvertes par la Mission décrite en premier lieu donneront lieu à des honoraires complémentaires calculés par référence au temps passé au taux horaire habituel du cabinet, soit 150 € HT (cent cinquante euros HT)

Le suivi et l'accompagnement de Monsieur Sébastien MONTAVON devant le Tribunal Correctionnel de TOULON en cas d'ORTC feront l'objet d'une facturation distincte par renvoi aux conditions financières arrêtées dans le cadre de la présente convention.

3 - FRAIS ET DÉBOURS - DÉPLACEMENTS

Outre le règlement des honoraires, les frais, débours et dépens payés à des tiers pour l'intérêt de la Mission sont réglés sans délais par le Client soit directement au tiers, soit par remboursement de l'avance effectuée par l'Avocat et sur présentation d'un justificatif.

Les déplacements en dehors de la ville où est situé le cabinet de l'Avocat nécessaires à la réalisation de la mission seront facturés aux frais réels sur présentation des justificatifs.

4 - TVA

La totalité des honoraires visés dans la présente convention, ainsi que les frais et honoraires de déplacement sont majorés de la TVA au taux en vigueur au jour d'émission de la facture.

5 - FACTURATION

Les honoraires seront facturés par provisions successives.

Une facture récapitulative sera établie à la fin de la mission de l'Avocat, faisant apparaître l'ensemble des provisions versées et des honoraires dus et des débours exposés.

Les pièces justificatives des débours sont jointes à la facture récapitulative.

Les factures feront apparaître, le cas échéant, les droits de plaidoirie et les éventuels droits d'ordre dus par l'Avocat à l'Ordre des avocats du Barreau de Lyon sur justificatifs.

Tout défaut de paiement à échéance entraînera de plein droit, sans mise en demeure préalable, la perception par l'Avocat d'un intérêt de retard journalier égal à trois fois le taux d'intérêt légal et d'une indemnité forfaitaire de 40 euros au titre des frais de recouvrement.

6 - VOIES DE RECOURS

Dans l'hypothèse où la décision obtenue ferait l'objet d'un recours, un avenant à la présente convention sera établi.

7 - DURÉE DE LA CONVENTION D'HONORAIRES

La présente convention d'honoraires est conclue pour la durée de la mission.

Le Client et le bénéficiaire restent toujours libres du choix de son conseil dans la défense de ses intérêts, il peut à tout moment dessaisir l'Avocat, mais s'engage dès lors à honorer sans délai les honoraires, frais, débours et dépens dus à l'Avocat pour les diligences effectuées avant son dessaisissement.

L'Avocat pourra mettre fin à la présente convention si le Client, ou le bénéficiaire, ne respecte pas ses engagements pris en vertu des présentes et à condition d'avoir prévenu ce dernier dans un délai de préavis raisonnable et après avoir tenté de résoudre amiablement le différend dans les conditions stipulées à l'article 8 ci-après.

8 - CONTESTATIONS

En cas de contestation relative à la validité, à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à chercher une solution amiable au litige les opposant.

À défaut de parvenir à un accord, le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de Lyon pourra être saisi à la requête de la partie la plus diligente.

9 - MÉDIATION

Le Client est informé de la possibilité qui lui est offerte par l'article L. 612-1 du code de la consommation, en cas de litige résultant de la présente convention, de saisir le médiateur de la consommation de la profession d'avocat.

Médiateur de la consommation de la profession d'avocat :

Madame Carole PASCAREL

Adresse : 180, boulevard Haussmann, 75008 Paris

Adresse électronique : mediateur-conso@mediateur-consommation-avocat.fr

Site Internet : <https://mediateur-consommation-avocat.fr>

Le Client est informé que la saisine du médiateur ne peut intervenir qu'après avoir tenté au préalable de résoudre le litige directement auprès de l'Avocat par une réclamation écrite.

10 – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Le cabinet met en œuvre des traitements de données à caractère personnel concernant ses clients. Ces traitements présentent les caractéristiques suivantes :

Finalité	Base légale	Catégories de données	Catégories de personnes	Durée
Prospection et animation	Intérêt légitime	Identité/État civil Coordonnées	Clients Prospects	3 ans
Gestion de la relation avec ses clients et prospects		Identité/État civil Coordonnées Vie personnelle/professionnelle	Clients Prospects	Durée la plus longue entre : durée de la relation contractuelle et durée ferme de 3 ans.
Organisation, inscription et invitation aux événements du cabinet.		Identité/État civil Coordonnées Vie personnelle/professionnelle	Clients Prospects Invités	3 ans
Production, la gestion, le suivi des dossiers de ses clients	Exécution de mesures précontractuelles ou du contrat	Identité/État civil Vie personnelle et/ou professionnelle Informations d'ordre économique et financier	Clients	Durée de la relation contractuelle augmentée des délais de prescription.
Facturation		Identité/État civil Informations d'ordre économique et financier	Clients	10 ans à compter de la date de clôture de l'exercice comptable au cours duquel la facture a été émise.
Recouvrement		Identité/État civil Informations d'ordre économique et financier	Clients	Jusqu'à complet paiement des honoraires.
Prévention du blanchiment et du financement du terrorisme et la lutte contre la corruption	Respect d'obligations légales et réglementaires	Identité/État civil, Vie personnelle et/ou professionnelle Informations d'ordre économique et financier	Clients	5 ans après la fin des relations contractuelles avec le cabinet.
Comptabilité		Identité/État civil, Informations d'ordre économique et financier	Clients	10 ans à compter de la clôture de l'exercice comptable.

En fonction des finalités prévues ci-avant, les catégories de données conservées pourront légèrement différer, ces dernières étant essentiellement liées à la nature de la mission confiée. Ces informations sont nécessaires à la poursuite des finalités identifiées ci-dessus.

Dans l'hypothèse où la mission objet de la présente le requiert, des données sensibles au sens de la réglementation applicable peuvent être traitées notamment lorsqu'elles sont nécessaires :

- à la constatation, à l'exercice ou à la défense d'un droit en justice ;
- ou aux fins de l'exécution des obligations et de l'exercice des droits propres au responsable du traitement ou à la personne concernée en matière de droit du travail, de la sécurité sociale et de la protection sociale.

Les données traitées sont destinées aux personnes habilitées du cabinet, ainsi qu'à ses prestataires.

Dans les conditions définies par les dispositions en vigueur, les personnes physiques disposent d'un droit d'accès aux données les concernant, de rectification, de limitation, de portabilité, d'effacement.

Les personnes concernées par les traitements mis en œuvre disposent également d'un droit de s'opposer à tout moment, pour des raisons tenant à leur situation particulière, à un traitement des données à caractère personnel ayant comme base juridique l'intérêt légitime du cabinet, ainsi que d'un droit d'opposition à la prospection commerciale.

Elles disposent également du droit de définir des directives générales et particulières définissant la manière dont elles entendent que soient exercés, après leur décès, les droits mentionnés ci-dessus par courrier électronique à l'adresse suivante : cabinet@vedesi.fr ou par courrier postal à l'adresse suivante : Cabinet VEDESI, 28 rue d'Enghien à 69002 LYON, accompagné d'une copie d'un titre d'identité signé.

Les personnes concernées disposent du droit d'introduire une réclamation auprès de la Cnil.

11 - RESPONSABILITÉ CIVILE PROFESSIONNELLE

La mission est réalisée dans le cadre d'une obligation de moyens, au vu de l'état du droit en vigueur au jour où l'Avocat rend ses travaux.

En sa qualité d'Avocat inscrit au Barreau de Lyon, l'Avocat bénéficie d'une assurance de Responsabilité Civile Professionnelle n° 112 024 973 souscrite par le Barreau de Lyon, couvrant les dommages à hauteur 8 000 000 € par assuré, dont 4 000 000 € par sinistre complété par 4 000 000 € par année d'assurance.

Le Client et/ou le bénéficiaire ne pourront prétendre à aucune indemnisation pour des dommages indirects invoqués au titre des présentes, que l'éventualité de tels dommages ait été envisagée ou non.

Fait à LYON, le 20/01/24


En trois exemplaires originaux,

Monsieur Sébastien MONTAVON
(avec la mention « lu et approuvé »)

« Lu et approuvé »



Monsieur le Président
Métropole TPM


Maître Henri Pierre VERGNON

www.vedesi.fr

Philippe Schmidt

Maître de conférences

Henri-Pierre Vergnon

Arnaud Pélissier

Docteur en Droit Public

Louis-Pierre Eard-Aminthas

William Tissot

Sylvie Sisinnio

Spécialisée en Droit Public

Astrid Allala

Johana Jounier

Fanny Marsaut

Barreau de Lyon

Tél : 04 78 61 24 80

Fax : 04 78 61 35 70

cabinet@vedesi.fr

28 rue d'Enghien

69002 Lyon

Laure Thierry

Barreau des Hauts-de-Seine

Tél : 04 78 61 24 80

Fax : 04 78 61 35 70

cabinet@vedesi.fr

112 rue de Courbevoie

92000 Nanterre

Caroline Alvarez

Nadine Zenou

Docteur en Droit Public

Barreau de Montpellier

Tél : 04 67 81 12 03

Fax : 09 72 35 52 27

caroline.alvarez@vedesi.fr

1280, avenue des Platanes

34970 Lattes

CONVENTION D'HONORAIRES

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Maître Henri Piere VERNON, S.C.P. SCHMIDT-VERGNON-PÉLISSIER-THIERRY-EARD-AMINTHAS & TISSOT, Avocat au Barreau de Lyon (toque 233), demeurant 28, rue d'Enghien à 69002 LYON, téléphone : 04 78 61 24 80, fax : 04 78 61 35 70, courriel : cabinet@vedesi.fr, numéro de TVA intracommunautaire : FR76 425 025 665,

Ci-après désigné « *L'Avocat* »,

ET :

Métropole Toulon Provence Méditerranée, sise 107 boulevard Henri Fabre - CS 30536, 83041 TOULON CEDEX 9 représentée par son Président en exercice,

Ci-après désigné « *Le Client* »,

ET :

Monsieur Yves LECLERCQ, né le 07/04/1968 à Châlons-en-Champagne dans la Marne, de nationalité française, demeurant 42 rue des Iris – Résidence les Iris – Entrée A à 83130 LA GARDE,

Ci-après désigné « *Le Bénéficiaire* »,

IL A ÉTÉ ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

1 – PRESTATIONS DE L'AVOCAT

1.1 - PRÉAMBULE

Par courrier en date du 10 octobre 2023, Monsieur Yves LECLERCQ, Responsable de la déchèterie – Antenne de HYERES à la Métropole TPM, a demandé à Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée de lui accorder une protection fonctionnelle pour une action contentieuse pénale à l'encontre du directeur de la publication en date du 6/10/2023 paru tant sur le site « Gabian déchainé » que sur la page Facebook de ce dernier se dénommant « *Service déchets-Propreté : tous vacciné contre LAGRIPPE* » pour des faits diffamatoires et/ou injurieux.

Le bénéfice de la protection fonctionnelle est alors accordé à Monsieur Yves LECLERCQ par la Métropole TPM par courrier lettre recommandée avec demande d'avis de réception N°1A 204 149 9163 3 en date du 31 octobre 2023, pour se défendre en raison de l'atteinte à son image personnelle et professionnelle découlant des faits diffamatoires et injurieux portés par « Le Gabian Déchainé » dans son article du 6 octobre 2023.

Nature de la procédure	Assistance suite à étude des documents ; - Assistance en vue du dépôt d'une plainte contre personne dénommée entre les mains du Doyen des Juges d'instruction du Tribunal Judiciaire de TOULON pour diffamation et injures publiques ;
Juridiction	Tribunal Judiciaire de TOULON

L'Avocat est chargé de conseiller et d'assurer la défense des intérêts du bénéficiaire, dans le cadre de la mise en place de toute action en justice contre Monsieur IGNACE Reynold, pris en sa qualité de Directeur de publication du site « le Gabian déchainé », devant les juridictions judiciaires afin d'obtenir sa condamnation pour diffamations et injures publiques.

Exécution de la mission :

- Analyse des éléments du dossier, des diverses plaintes,
- Recherches
- Rédaction d'une plainte avec constitution de partie civile contre personne dénommée entre les mains du Doyen des JI du Tribunal Judiciaire de TOULON + suivi du dossier jusqu'à l'obtention d'une décision, qu'il s'agisse d'une ordonnance de non lieu ou d'un jugement par le Tribunal Correctionnel de TOULON en cas d'ORTC
- Rendez-vous
- Échanges de correspondances, mails ou télécopies
- Assistance et représentation aux audiences (hors frais de déplacements)
- Conclusions de partie civile devant le Tribunal Judiciaire de TOULON
- Déclarations d'appel au besoin si nécessaire.

1.1.1 - Aide juridictionnelle

L'Avocat a informé le Client du mécanisme de l'aide juridictionnelle qui permet la prise en charge des honoraires de l'avocat par l'État, totalement ou partiellement et suivant un barème préétabli, lorsqu'il accepte d'intervenir au bénéfice d'un client dont les ressources sont inférieures à un plafond fixé par l'administration.

Le Client déclare que ses ressources et/ou son patrimoine ne le rend pas éligible au mécanisme de l'aide juridictionnelle.

1.1.2 – Assurance protection juridique

Le Client déclare avoir été informé de la possibilité que son contrat d'assurance personnelle comporte une assurance de protection juridique permettant la prise en charge partielle des honoraires de l'Avocat suivant le barème établi par la compagnie d'assurances.

Le Client déclare faire son affaire de la mise en œuvre éventuelle de son assurance de protection juridique et du remboursement par sa compagnie d'assurances de la partie des honoraires de l'Avocat correspondant au barème de la compagnie.

Le Client reconnaît qu'en aucune manière le barème établi par la compagnie d'assurances ne pourra se substituer au montant des honoraires fixé par la présente convention et du fait que la mise en œuvre de cette garantie dans le cadre de ses relations avec sa compagnie d'assurances ne peut en aucune manière limiter sa liberté de choisir son avocat.

1.2 – MISSION DE L'AVOCAT

L'Avocat est chargé de conseiller et d'assurer la défense des intérêts de Monsieur Yves LECLERCQ dans le cadre d'une procédure contentieuse pénale à l'encontre de Monsieur IGNACE Reynold, pris en sa qualité de Directeur de publication du site « Le Gabian Déchainé » pour des propos constitutifs de diffamatoires et injurieux contenus dans l'article paru tout à la fois sur le site du « Gabian déchainé », mais aussi sur la page Facebook dudit site se dénommant « *Service déchets-Propreté : tous vacciné contre LAGRIPPE* ».

L'Avocat s'engage à mettre en œuvre toutes diligences utiles à la réalisation de la mission confiée et à informer régulièrement le Client et le bénéficiaire de la réalisation de ses diligences.

En cas d'urgence ou de nécessité, l'Avocat pourra se faire substituer à l'audience par un confrère de son choix.

2 - HONORAIRES DE L'AVOCAT

Les parties sont convenues de fixer le montant des honoraires de l'Avocat par référence au temps que ce dernier aura passé pour le traitement de la mission qui lui a été confiée au terme de l'article 1.2.

Le taux horaire est fixé à au tarif horaire de 150.00 € H.T. (cent cinquante euros hors taxes), soit 180.00 € T.T.C. (cent quatre vingt euros toutes taxes comprises), pour les interventions de l'Avocat.

L'avocat propose de facturer en premier lieu : l'analyse des éléments du dossier, des diverses plaintes, les recherches jurisprudentielles et doctrinales, et la rédaction d'une plainte contre personne dénommée pour le compte de Monsieur LECLERCQ, sur une base de 12 heures de diligences au tarif horaire de 150 € HT (cent cinquante euros hors taxe), soit 1 800,00 € HT (mille huit cents euros hors taxe) avec TVA à 20 %, soit 2 160,00 € TTC (deux mille cent soixante euros toutes taxes comprises), hors débours, dépens et autres frais (déplacement ou autre).

Les diligences non couvertes par la Mission décrite en premier lieu donneront lieu à des honoraires complémentaires calculés par référence au temps passé au taux horaire habituel du cabinet, soit 150 € HT (cent cinquante euros HT)

Le suivi et l'accompagnement de Monsieur Yves LECLERCQ devant le Tribunal Correctionnel de TOULON en cas d'ORTC feront l'objet d'une facturation distincte par renvoi aux conditions financières arrêtées dans le cadre de la présente convention.

3 – FRAIS ET DÉBOURS – DÉPLACEMENTS

Outre le règlement des honoraires, les frais, débours et dépens payés à des tiers pour l'intérêt de la Mission sont réglés sans délais par le Client soit directement au tiers, soit par remboursement de l'avance effectuée par l'Avocat et sur présentation d'un justificatif.

Les déplacements en dehors de la ville où est situé le cabinet de l'Avocat nécessaires à la réalisation de la mission seront facturés aux frais réels sur présentation des justificatifs.

4 – TVA

La totalité des honoraires visés dans la présente convention, ainsi que les frais et honoraires de déplacement sont majorés de la TVA au taux en vigueur au jour d'émission de la facture.

5 – FACTURATION

Les honoraires seront facturés par provisions successives.

Une facture récapitulative sera établie à la fin de la mission de l'Avocat, faisant apparaître l'ensemble des provisions versées et des honoraires dus et des débours exposés.

Les pièces justificatives des débours sont jointes à la facture récapitulative.

Les factures feront apparaître, le cas échéant, les droits de plaidoirie et les éventuels droits d'ordre dus par l'Avocat à l'Ordre des avocats du Barreau de Lyon sur justificatifs.

Tout défaut de paiement à échéance entraînera de plein droit, sans mise en demeure préalable, la perception par l'Avocat d'un intérêt de retard journalier égal à trois fois le taux d'intérêt légal et d'une indemnité forfaitaire de 40 euros au titre des frais de recouvrement.

6 – VOIES DE RECOURS

Dans l'hypothèse où la décision obtenue ferait l'objet d'un recours, un avenant à la présente convention sera établi.

7 - DURÉE DE LA CONVENTION D'HONORAIRES

La présente convention d'honoraires est conclue pour la durée de la mission.

Le Client et le bénéficiaire restent toujours libres du choix de son conseil dans la défense de ses intérêts, il peut à tout moment dessaisir l'Avocat, mais s'engage dès lors à honorer sans délai les honoraires, frais, débours et dépens dus à l'Avocat pour les diligences effectuées avant son dessaisissement.

L'Avocat pourra mettre fin à la présente convention si le Client, ou le bénéficiaire, ne respecte pas ses engagements pris en vertu des présentes et à condition d'avoir prévenu ce dernier dans un délai de préavis raisonnable et après avoir tenté de résoudre amiablement le différend dans les conditions stipulées à l'article 8 ci-après.

8 - CONTESTATIONS

En cas de contestation relative à la validité, à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à chercher une solution amiable au litige les opposant.

À défaut de parvenir à un accord, le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de Lyon pourra être saisi à la requête de la partie la plus diligente.

9 - MÉDIATION

Le Client est informé de la possibilité qui lui est offerte par l'article L. 612-1 du code de la consommation, en cas de litige résultant de la présente convention, de saisir le médiateur de la consommation de la profession d'avocat.

Médiateur de la consommation de la profession d'avocat :

Madame Carole PASCAREL

Adresse : 180, boulevard Haussmann, 75008 Paris

Adresse électronique : mediateur-conso@mediateur-consommation-avocat.fr

Site Internet : <https://mediateur-consommation-avocat.fr>

Le Client est informé que la saisine du médiateur ne peut intervenir qu'après avoir tenté au préalable de résoudre le litige directement auprès de l'Avocat par une réclamation écrite.

10 – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Le cabinet met en œuvre des traitements de données à caractère personnel concernant ses clients. Ces traitements présentent les caractéristiques suivantes :

Finalité	Base légale	Catégories de données	Catégories de personnes	Durée
Prospection et animation	Intérêt légitime	Identité/État civil Coordonnées	Clients Prospects	3 ans
Gestion de la relation avec ses clients et prospects		Identité/État civil Coordonnées Vie personnelle/professionnelle	Clients Prospects	Durée la plus longue entre : durée de la relation contractuelle et durée ferme de 3 ans.
Organisation, inscription et invitation aux événements du cabinet.		Identité/État civil Coordonnées Vie personnelle/professionnelle	Clients Prospects Invités	3 ans
Production, la gestion, le suivi des dossiers de ses clients	Exécution de mesures précontractuelles ou du contrat	Identité/État civil Vie personnelle et/ou professionnelle Informations d'ordre économique et financier	Clients	Durée de la relation contractuelle augmentée des délais de prescription.
Facturation		Identité/État civil Informations d'ordre économique et financier	Clients	10 ans à compter de la date de clôture de l'exercice comptable au cours duquel la facture a été émise.
Recouvrement		Identité/État civil Informations d'ordre économique et financier	Clients	Jusqu'à complet paiement des honoraires.
Prévention du blanchiment et du financement du terrorisme et la lutte contre la corruption	Respect d'obligations légales et réglementaires	Identité/État civil, Vie personnelle et/ou professionnelle Informations d'ordre économique et financier	Clients	5 ans après la fin des relations contractuelles avec le cabinet.
Comptabilité		Identité/État civil, Informations d'ordre économique et financier	Clients	10 ans à compter de la clôture de l'exercice comptable.

En fonction des finalités prévues ci-avant, les catégories de données conservées pourront légèrement différer, ces dernières étant essentiellement liées à la nature de la mission confiée. Ces informations sont nécessaires à la poursuite des finalités identifiées ci-dessus.

Dans l'hypothèse où la mission objet de la présente le requiert, des données sensibles au sens de la réglementation applicable peuvent être traitées notamment lorsqu'elles sont nécessaires :

- à la constatation, à l'exercice ou à la défense d'un droit en justice ;
- ou aux fins de l'exécution des obligations et de l'exercice des droits propres au responsable du traitement ou à la personne concernée en matière de droit du travail, de la sécurité sociale et de la protection sociale.

Les données traitées sont destinées aux personnes habilitées du cabinet, ainsi qu'à ses prestataires.

Dans les conditions définies par les dispositions en vigueur, les personnes physiques disposent d'un droit d'accès aux données les concernant, de rectification, de limitation, de portabilité, d'effacement.

Les personnes concernées par les traitements mis en œuvre disposent également d'un droit de s'opposer à tout moment, pour des raisons tenant à leur situation particulière, à un traitement des données à caractère personnel ayant comme base juridique l'intérêt légitime du cabinet, ainsi que d'un droit d'opposition à la prospection commerciale.

Elles disposent également du droit de définir des directives générales et particulières définissant la manière dont elles entendent que soient exercés, après leur décès, les droits mentionnés ci-dessus par courrier électronique à l'adresse suivante : cabinet@vedesi.fr ou par courrier postal à l'adresse suivante : Cabinet VEDESI, 28 rue d'Enghien à 69002 LYON, accompagné d'une copie d'un titre d'identité signé.

Les personnes concernées disposent du droit d'introduire une réclamation auprès de la Cnil.

11 - RESPONSABILITÉ CIVILE PROFESSIONNELLE

La mission est réalisée dans le cadre d'une obligation de moyens, au vu de l'état du droit en vigueur au jour où l'Avocat rend ses travaux.

En sa qualité d'Avocat inscrit au Barreau de Lyon, l'Avocat bénéficie d'une assurance de Responsabilité Civile Professionnelle n° 112 024 973 souscrite par le Barreau de Lyon, couvrant les dommages à hauteur 8 000 000 € par assuré, dont 4 000 000 € par sinistre complété par 4 000 000 € par année d'assurance.

Le Client et/ou le bénéficiaire ne pourront prétendre à aucune **indemnisation** pour des dommages indirects invoqués au titre des présentes, que l'éventualité de tels dommages ait été **envisagée** ou non.

Fait à LYON, le

En trois exemplaires **originaux**,

Monsieur Yves LECLERCQ
(avec la mention « lu et approuvé »)

Maitre Henri Pierre VERGNON

LOU ET APPROUVE



Monsieur le **Président**
Métropole TPM